

L'AMÉRIQUE MALADE DE JOHNSON

LA seule crainte que l'on pouvait avoir, pour l'Amérique, c'est que le corps électoral y maintienne, à travers les élections de mardi, sa fidélité au président Johnson.

Cette crainte est écartée. Si quelque chose est clair dans les résultats des scrutins, c'est précisément que Johnson n'est pas — ou est mal — suivi. Tous les sondages le laissaient prévoir : on assiste à une remontée impressionnante du parti républicain.

Ce renouveau, l'opposition ne le doit pas à ses qualités propres. Un parti qui avait brigué la présidence, il y a deux ans, pour un démagogue aussi abject que Barry Goldwater, qui n'a rien fait, qui n'a pas produit un seul homme, en dehors de Lindsay à New York, ni une seule idée — un tel parti n'offre aucune chance d'amélioration à la démocratie américaine qui traverse une dépression dont il vaut mieux ne pas se dissimuler la gravité.

Danger du présidentielisme

ON saisit là sur le vif le danger le plus banal d'un régime présidentiel. Tout y dépend du chef de l'exécutif qui est en même temps, et tout naturellement, chef de parti. Or un John-

son rusé, habile, obstiné, inapte à dominer les problèmes, dépourvu d'idées et incapable de guider l'opinion, a pu, en deux ou trois ans, causer d'immenses dommages. Il n'agit que pour éviter de prendre des décisions. Il se borne

Par Marc Vautier

à appliquer les recettes qui lui sont fournies par l'administration. Dans ce

système, l'inspiration politique est supposée passer du peuple au président, de celui-ci au gouvernement et à l'administration. Le relais présidentiel est grippé. Le corps électoral répond par une sorte de poussée de température. Des démocrates aux républicains, le malade se retourne dans son lit.

Un visage pire encore

MALGRE les pertes subies par les démocrates, Johnson reste « maître du Congrès », comme on le dit partout. Cela ne serait rien si la majorité démocrate, bien qu'amenuisée, n'était pas encore plus inerte, conservatrice, réactionnaire que la majorité triomphante de 1964 dans laquelle tous les efforts raisonnables, en particulier les efforts d'hommes comme William Fulbright ou McGovern ou J. McCarthy, se sont

englués.

Or, de 1964 à 1966, le visage des groupes démocrates dans les deux chambres est devenu pire encore. Le racisme s'y étale plus impudemment que jamais. Les hommes qui pourraient un jour personnifier un cours politique nouveau — an premier rang desquels Robert Kennedy — restent d'une prudence de Sioux. Ils craignent manifestement d'affronter une opinion tiraillée entre la crainte d'un malaise économique et la confiance aveugle en la force de la nation.

L'heure du courage

POURTANT, il semble bien que l'heure du courage soit proche. Le petit référendum organisé dans un faubourg populaire en dit long sur les réserves de raison politique qui subsistent — qui, peut-être même, grossissent — dans le peuple américain.

Il s'agit de voter pour le maintien jusqu'à la victoire ou sur le retrait du corps expéditionnaire U.S. au Vietnam : 19.000 électeurs se

sont prononcés pour le maintien, 13.000 pour le retrait. C'est là une proportion inespérée, alors que le président, les machines politiques, les syndicats et la presse presque entière accréditent l'idée que le retrait des forces américaines du Vietnam est impensable, qu'il signifierait le reniement de la parole donnée, qu'il provoquerait l'effondrement de « l'Asie libre » et qu'au demeurant seuls les communistes et quelques intellectuels lunaires peuvent envisager une telle solution.

On voit par là combien la tâche serait facile à un président qui déciderait de retourner la vapeur. Il aurait sans doute à affronter de furieuses résistances dans l'armée et à remonter le courant créé par des années d'intoxication. Mais il trouverait, d'emblée, une très forte partie de l'opinion prête à l'appuyer. Cette partie de l'opinion qui, seule, humblement, abandonnée par toutes les puissances politiques constituées, pense déjà à un contre-courant.